



Un zéro de conduite pour Villepin, Sarkozy et Chirpin

Après le 29 mai, leur plan B, c'était : accélérer la libéralisation et la précarisation, en cassant le Code du Travail et en insultant la jeunesse.

Mais la goutte d'eau, la provocation de trop, après la crise des banlieues, ce fut ce satané CPE, petit frère d'un CNE passé presque inaperçu et clou de cette loi inique dite "égalité des chances" (pour qui ???).

Sauf que notre plan ABC de résistance à la précarité néolibérale s'est déclenché et ils se sont - très vite et très fort - pris leur mépris en boomerang.

Ils n'ont pas écouté notre Non au TCE, ils n'ont pas cru en la révolte qui grondait ; alors, ils ont eu en retour un mouvement social de la jeunesse inespéré et d'une ampleur sans précédent depuis 1968, soutenu par une majorité de la population, avec un atout essentiel - imposé par les jeunes - et qui manquait jusqu'ici : l'unité syndicale.

Des formes de luttes offensives (blocages, démocratie à la base, humour, gaîté et pacifisme, coordinations, autonomie des mouvements) avec une volonté d'élargissement et de liaison avec les salariés, bref une véritable lame de fond antilibérale, provoquant une crise de régime politique salutaire. Ils ont été obligés de répondre aux millions de personnes qui étaient dans la rue chaque semaine.

De plus, les regards des mouvements sociaux européens se sont braqués sur ce magnifique mouvement, tel le phare de l'espoir revenu, un exemple à suivre et déjà suivi !

Et si le blizzard libéral était en train de tourner aussi en Europe en un bon vent antilibéral, comme en Amérique latine ?

Et si leurs plans pour 2007 en étaient contrecarrés ? À nous d'en construire une issue positive, sans attendre !

Fabienne LAURET - Pascal VARALLI

% 78 Nord passe à l'attac

Lettre 24 - avril 2006

Retrouvez toute l'actualité du comité local sur notre site www.attac78nord.org

Les mensonges de Villepin et de l'UMP au pouvoir

POURQUOI Villepin a-t-il tout misé, dès le début de son gouvernement sur la "baisse du chômage" ? Parce qu'il était certain qu'elle se produirait mécaniquement ! Le départ à la retraite de la génération baby-boom de l'après-guerre devait conduire, sans créer d'emploi, à des embauches massives... A tel point que Villepin s'était donné "cent jours"... et que, fin 2005, courant 2006, il pouvait être sûr et certain de son coup ! Normalement, le phénomène aurait dû être tellement important que le chômage aurait dû diminuer drastiquement, vers 9 puis 8 voire 7 % de la population active... Mais une telle baisse, ni Villepin ni le Medef n'en voulaient !

Alors Villepin a pris des mesures non pas pour diminuer le chômage mais pour freiner son recul !



PRECARITE !

Le fait que le chômage ait peu baissé en 2005 (environ 5 %) est le fruit d'une politique, qui vise un autre but : fragiliser, sous le chantage à l'emploi, les droits des salariés et leurs revendications salariales - d'où le CNE, le CPE, la remise en cause du CDI, et du Code du travail.

Toutes les mesures de Villepin freinent la baisse du chômage :

- Allongement des durées du travail sur la journée, sur la semaine et sur l'année. Tous les salariés qui sont ainsi poussés à travailler deux fois plus pour améliorer leurs salaires bloqués, ce qui empêche le recrutement.

- Allongement des durées du travail sur la vie en repoussant l'âge de la retraite. C'est l'application de la loi Fillon sur les 40 annuités, des mesures

Balladur augmentant progressivement le nombre des meilleures annuités (23 en 2006), des "décotes" imposées dans la Fonction publique aux fonctionnaires. On marche vers les 41 et 42 annuités de cotisations. La limite d'âge des fonctionnaires a été portée de 65 à 67 ans...

- Maintien des "seniors" au travail : mise en place des doubles "CDD vieux" de 18 mois chacun, entre 57 et 60 ans, autorisation des cumuls "emploi/retraite", "demi-retraite/intérim", "temps partiels/retraites", etc. Précarité pour ces vieux expérimentés, coût réduit pour le patronat, contribuant aux bas salaires des jeunes. De plus, la filière "D" des Assedic, ouverte aux demandeurs d'emploi de plus de 57 ans ayant cotisé 100 trimestres, qui permettait une indemnisation de 42 mois, vient d'être supprimée.

- Mesures visant à permettre à un salarié de travailler pour deux entreprises : être à mi-temps dans l'une et envoyé comme sous-traitant dans l'autre, marchandage, prêt de main d'œuvre illicite étant ainsi facilités.

- Suppression achevée des 300 000 emplois-jeunes, pré-retraites supprimées, facilitation des licenciements, facilitation des plans sociaux.

- Réduction drastique des postes de la fonction publique : les fonctionnaires partants ne sont pas remplacés, les jeunes qui pouvaient s'attendre à des centaines de milliers de postes ouverts aux concours, doivent déchanter. Il manque des postes dans les hôpitaux, les écoles, l'équipement, tant pis : interdiction d'embaucher.

Manipulation des chiffres du chômage :

Selon le Monde du 28 novembre 2005, les absences au contrôle et les radiations administratives représentaient respectivement 36,2 % (163 717 personnes) et 8,2 % (37 172 personnes) des motifs de sortie. Les nouveaux "contrats de reclassement personnalisés" ne sont pas comptabilisés dans les chiffres des demandeurs d'emploi : en fait, les baisses annoncées du chômage proviennent essentiellement de ces radiations et non pas d'emplois créés.

Villepin peut donc faire plaisir au patronat en accentuant le chantage à l'emploi sur les jeunes : "Un CPE c'est mieux que rien".

Alors que les jeunes pouvaient espérer profiter du tournant démographique pour accéder enfin, massivement à de vrais boulots, Villepin les force à accepter des "emplois soumis" à droits dégradés, et donc à bas salaires !

Villepin ment au peuple, il maintient le chômage à un niveau élevé, il mise sur la précarité et les bas salaires. Les cadeaux sont réservés à ceux qui n'en ont pas besoin.

D'après Gérard Filoche

Coup de gueule : LE NON ! C'EST L'AVENIR.

**1936 -2006 :
le combat continue !**

LA MOITIE des universités bloquées ou occupées, une manif par semaine, une jeunesse en révolte, un militant piétiné, des débordements inquiétants, une fragile - mais réelle, union syndicale, des sondages (pour ce qu'ils valent, on le sait) unanimes, une gauche opportunément combative...et puis ? Rien !

M. de Villepin ne retirera pas son CPE, nan ! Veux pas ! Le CPE, la panacée du plein emploi, la quadrature du cercle, le sirop Typhon du MEDEF, symbole des pires créations libérales à ce jour.



Mais dans quel pays vivons-nous ? Jusqu'où faudra t'il aller pour que ce pouvoir (illégitime rappelons-le) cesse de gouverner à coup de 49.3, de mépris et de désinformation permanente, et de pratiquer un électoralisme stupide et suicidaire (pour l'avenir).

La rue s'exprime, écoutez-la, nom d'un chien, c'est bien la moindre des choses, non ?

Et elle dit quoi la rue ? Elle dit NON ! Ce mot diabolique qui se criait déjà le 29 mai. NON ! NON ! Mille fois NON ! A la précarité, à la flexibilité, au mensonge, au libéralisme condescendant.

Le peuple (autre mot archaïque aux yeux de ceux qui le regardent du balcon) en a assez. Ce qu'il veut c'est tout simplement qu'on entende ses craintes et ses colères. Le bruit de fond risque bien de se transformer en lame de fond. Les gamins de banlieue, les étudiants, les jeunes travailleurs précarisés se dirigent doucement vers l'unité. Continuez d'évoquer mai 68 en souriant, Mme Borloo-Schonberg, mais un conseil en passant, méfiez-vous : il y a 40 ans, la France se portait bien, aujourd'hui elle est exsangue, et n'a donc plus rien à perdre. La jeunesse se construira toute seule, par le NON ! Et vous n'êtes pas son avenir.

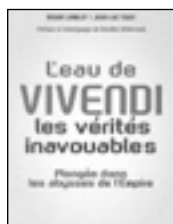
Pascal VARALLI

PS : Rédigé avant que le CPE ne soit retiré, ce coup de gueule reste valable pour toutes les autres formes de précarité (CNE, CDD Seniors, casse du Code du Travail, etc.)

Touchez pas au grisbi !

NOUS SOMMES plusieurs à connaître Jean-Luc TOULY, qui a animé deux réunions sur notre secteur Attac 78 nord : la première à Sartrouville, l'autre aux Mureaux, organisée par le groupe de travail sur l'eau conduit par Patrick Audoux, avec la participation de conseillers municipaux.

Jean-Luc est aujourd'hui victime d'un licenciement. Délégué CGT à Veolia, il a dénoncé les graves dérives des multinationales de l'eau dans son ouvrage "L'eau de Vivendi, les Vérités Inavouables". L'ancienne CGE Vivendi, aujourd'hui Veolia, pour essayer de se refaire une virginité, ne pouvait voir ses prébendes ainsi mises en vue sur la place publique. D'où une succession de procès (comme pour Denis Robert, le pourfendeur de la chambre de compensation Clearstream ou transitent sous formes de "Bits" des fonds, pour une part dans le plus grand secret).



Les "racketteurs" du capitalisme mondialisé ne reculent devant rien quand sont mises au jour leurs qualités de VOLEURS. Ainsi, pour ceux qui lu le livre de John le Carré "La Constance du Jardinier" ou qui vu le film qui en est tiré, il y a de quoi être dénié vis-à-vis des pratiques de l'industrie pharmaceutique. La transparence des multinationales comme leur prétendu respect de l'environnement (Soveto), leur prétendu respect des droits des travailleurs et tout ce que leur communication cherche à nous faire "gober" : tout cela c'est du pipeau. Tenez-vous à carreau, touchez pas au "grisbi" !

Jean CHAUDIEU

Bouquins sur l'eau et sur Clearstream disponibles pour équipe intéressée à travailler la question. ON N'EMBAUCHE PAS EN CPE OU CNE, MAIS EN CDI !!!

Association pour le Contrat Mondial de l'Eau - ACME : <http://www.acme-eau.org/>

36 ! LES CONGÉS PAYÉS, les 40 heures. Mais aussi la guerre d'Espagne : 40 ans de République et de Républicains assassinés. Mais aussi, combien de combattants, passant la frontière des Pyrénées comme d'autres partant de France, la passeraient quelques années plus tard pour, après internement dans les camps de Franco, se rendre en Angleterre, en Afrique et ailleurs, afin de combattre le même fascisme et rétablir la République en France.

Après avoir chassé l'ennemi, ils ont ramené dans leurs Jeeps, leurs chars, leurs avions, le Programme du Conseil National de la Résistance avec la SECURITE SOCIALE, le VOTE DES FEMMES, etc. Ils furent aidés par les premiers transfrontaliers, dont beaucoup se retrouvèrent dans les maquis de la résistance et n'en revinrent pas tous.

Bien sûr 68 ! 30 ans après les vélos et tandems sur les plages, "Sous les pavés, la plage". Même désir de vivre en AYANT assez juste pour ETRE heureux. Nous ne sommes pas "à vendre", femmes et hommes, jeunes et vieux : le combat continue contre l'accaparement par quelques-uns de la richesse produite par tous. Le chemin de la liberté est périodiquement à rouvrir. Pas besoin, pour s'en rendre compte, de beaucoup de coups d'oeil à travers notre histoire, celle de l'humanité depuis qu'elle a pris conscience d'elle-même. La cupidité, le besoin de thésauriser font que nous avons laissé l'argent, la monnaie, devenir marchandise comme tout le reste, y compris nous-mêmes.

Le combat ne peut que continuer, mais aujourd'hui 3 avril 2006, à la veille de la énième manif, nous ne devons pas l'oublier : l'homme est l'homme pour le meilleur et pour le pire ; alors, forcément, le combat continue pour CIVILISER L'HUMANITE.

Jean CHAUDIEU



Retrouvez toute l'actualité du comité local sur notre site :
www.attac78nord.org

Contribution : L'humanisme ou la mort ou le socialisme ou la mort (Edito lettre 23)

IL EST important de rappeler que le Venezuela de Chavez est une démocratie où ont lieu des élections libres et où l'opposition s'exprime dans des médias libres et le plus souvent à droite. Dans ce cadre la phrase " le socialisme ou la mort " relève plus de l'envolée lyrique, de l'appel à la mobilisation que d'une référence à un socialisme du gou-lag.

D'ailleurs, en France, c'est plutôt " l'écologie ou la mort " ou " la décroissance ou la mort " qui fleurissent. L'écologie n'en est pas moins ringarde pour autant. Oui, le monde mourra, l'avenir de l'humanité est condamné si on ne le change pas de fond en comble. Bien sûr, il faut tirer le bilan des dictatures stalinienne : si nous sommes contre la peine de mort, pour un socialisme de démocratie et de liberté (autre terme pour un autre monde possible), il est hors de question de nous battre pour donner le pouvoir à de futurs dictateurs rouges. Mais soyons réalistes : on le voit tous les jours, les possédants ne se laisseront pas prendre leur pouvoir et leurs privilèges sans broncher. La violence et la mort viendront d'eux, car ils en sont déjà les fauteurs. Quels que soient nos efforts pour que l'épreuve de force inévitable soit la plus pacifique possible, elle ne sera pas un dîner de gala. Il est aussi dans le vent de penser que l'on peut s'engager sans aucun " sacrifice ". Si certains y trouvent une " carrière ", des avantages détournés, la plupart y trouvent un apport moral personnel et collectif évident, mais parfois paient cher leur choix : temps, santé, argent, harcèlement moral, dépression, carrière et emploi menacés rejets, répression... Il suffit de voir la campagne menée contre le député UDF - donc un représentant du peuple - qui avait entamé une grève de la faim, seule arme qui lui restait pour manifester son opposition à une délocalisation dans sa circonscription : voilà la triste extrémité à laquelle le système néo-libéral pousse un homme de courage et de conviction.



Quant au combat pour l'égalité hommes/femmes, il ne date pas d'aujourd'hui et Rosa Luxemburg, tout comme d'autres femmes socialistes du début du 20^è siècle en ont été les pionnières. S'il est certain qu'il n'y aura pas d'autre monde possible sans libération des femmes, cela n'implique pas qu'on ne puisse critiquer ni porter un jugement politique sur telle ou telle femme. Certes, on peut penser que c'est un " progrès " pour l'égalité que Laurence Parisot soit à la tête du MEDEF, que Marine Le Pen remplace bientôt son père, que Condoleezza Rice... que Margaret Thatcher etc., cela ne nous empêche pas de dénoncer leurs thèses et projets politiques. Y compris si c'est une femme qui se dit " de gauche ", telle Ségolène Royale (de même Michèle Bachelot au Chili) s'affichant ouvertement blairiste. On ne peut, surtout en ce moment, faire l'impasse sur ses projets et son appartenance à la fraction libérale de son parti, même si elle y subit une campagne sexiste, ce que nous condamnons fermement.

Fabienne et Jacques

La précarité Renault Flins, on connaît déjà avec l'intérim massif !

- ♦ 2004 : 4693 CDI et 853 intérimaires, **soit 18,7%**
- ♦ 2005 : 4544 CDI et 1969 intérimaires, **soit 43,3%**
- ♦ Janvier 2006 : 4519 CDI et 1764 et intérimaires, **soit 39,03%**

C'est pire par atelier : 79,43% au montage (823 intérimaires pour 1120 CDI) ! 43,90% en peinture, 51,16% en tôlerie, etc. Bien sûr, la plupart sont jeunes et c'est souvent leur premier emploi, qui avoisine le SMIC, y compris quand, après des années de précarité et avoir montré patte blanche en la fermant, ils obtiennent enfin un CDI.

Bien finie la légende de Renault vitrine sociale ! Et avec cet esclavage moderne qui exerce une pression antisociale insupportable, on s'étonne que, dans le privé, il n'y ait plus autant de grèves et que les salaires baissent, les conditions de travail se détériorent !

On se prend à rêver que le printemps 2006 puisse commencer à faire voler tout ça en éclats !

Un correspondant

12 mai au PANDORA d'Achères : Soirée débat



♦ ATTAC 78 NORD organise un débat sur la souffrance au travail autour du film "Ils ne mouraient pas tous, mais tous étaient frappés" : notre monde est entré aujourd'hui dans une conjoncture sociale et économique que l'on peut qualifier de situation de guerre. De plus en plus de travailleurs acceptent sans protester des contraintes de travail toujours plus dures en matière de productivité, de disponibilité, de discipline et de don de soi.

Pour comprendre comment nous en sommes venus à tolérer et à produire tant de chômeurs et tant de nouveaux pauvres dans une société qui pourtant ne cesse de s'enrichir, nous vous convions au débat que nous organisons après la projection du documentaire "Ils ne mouraient pas tous, mais tous étaient frappés" de Sophie Bruneau et Marc-Antoine Roudil inspiré du livre "Souffrance en France" de Christophe Dejours.

Le débat sera animé par Ian Dufour, spécialiste en droit social.

Ensemble, prouvons qu'au travail également un autre monde est possible !

Francis DELL'EVA



Forum Social Local Les Mureaux - Val de Seine

Contribution à la charte anti-libérale par le Collectif National des Comités du 29 mai

Samedi 29 avril 2006

Salle municipale, 7 rue Rouget de Lisle, quartier des Musiciens, Les Mureaux.

14h30 à 16h30 : 4 ateliers :

- Travail, salaire, quel développement ?
- Hommes, femmes, jeunes, immigrés, quels droits individuels et collectifs ?
- Les services publics, pourquoi et comment ?
- Quelles perspectives pour l'Europe, quelles coopérations au niveau mondial?

17h00 -19h00 : séance plénière, chaque atelier présentera son rapport qui sera ensuite discuté et validé pour la rédaction de la proposition du FSL à la Charte anti-libérale.

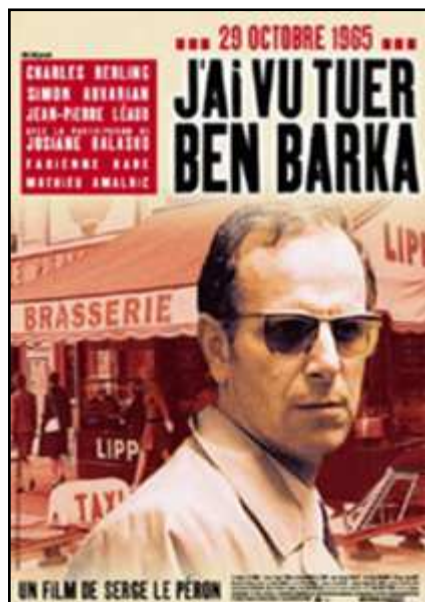
19h00 - 20h30 : repas " Auberge Espagnole "

20h30 : film " **Le crime de Monsieur Lange** " de Jean Renoir (1935) - l'organisation collective du travail, accomplie dans l'amitié et l'équité, est possible : Dans une cour où se trouve une boutique de blanchisseuse, Batale, escroc exploitant son personnel, dirige une maison d'édition de romans populaires. Acculé à la faillite, il disparaît, passe pour mort. Les ouvriers s'organisent en coopérative...

Le FSL s'est doté d'une charte locale disponible sur son site web :

<http://www.fslvaldeseine.free.fr/>
ou par mail fslvaldeseine@free.fr
Adresse postale : %RLF BP 3082 - 78133 Les Mureaux cedex
Tel. : 06 72 24 71 42

Fabienne Lauret



Adhésions - r  adh  sions

CE MESSAGE s'adresse à tous ceux qui n'auraient pas renouvelé leur adhésion lors de l'année 2005 ou qui souhaiteraient rejoindre l'association Attac.

Sans vouloir faire du prosélytisme, une baisse du nombre d'adhérents est dommageable pour notre association, laquelle est maintenant reconnue dans le " paysage public " et souvent sollicitée du fait des multiples activités qu'ont pu mener Attac France et ses nombreux comités locaux, dont le nôtre.

L'assemblée générale nationale de décembre dernier a décidé, notamment, de l'élaboration d'un " manifeste ", recueil d'alternatives de rupture avec les politiques actuelles. Bien évidemment, nous entendons poursuivre le combat contre l'offensive néolibérale qui se développe dans tous les domaines. Pour mener ces tâches, nous avons besoin des réflexions, des propositions, du soutien et de la participation du plus grand nombre d'adhérents.

Si vous souhaitez adhérer ou r  adh  rer à notre association, vous pourrez le faire à l'aide du bulletin joint à cette lettre.

Merci d'avance pour votre soutien.

Le Comité Local ATTAC 78 nord

Agenda

18-22 avril - Achères, salle Jean Vilar, 8 avenue Lénine : **Environnement & Développement Durable** - Organisés par la mairie d'Achères, 5 jours pour découvrir, comprendre et échanger (vidéos, films, spectacles, ateliers) -

Renseignements : 01 39 79 63 03

25 avril - Poissy - 20h00 - Salle des élus de l'opposition à la mairie : **réunion du C3S** - Présentation par Jean-Pierre Guillou (nouveau secrétaire du C3S et vice président de la LDH) de la formation sur les Partenariats Publics/Privés

27 avril - Les Mureaux - Cinéma Frédéric Dard - "**J'ai vu tuer Ben Barka**" de Serge Le Peron avec Charles Berling, Josiane Balasko, Simon Abkarian - Débat : ce passé (colonial) qui mine notre présent par **Ras l'Front**. Invités : François Della Sudda (Secrétaire Général Adjoint de la LDH), Saad Ben Barka (fils de Mehdi Ben Barka) ainsi que le réalisateur.

28 avril - Conflans - Maison de quartier de fin d'Oise (25, avenue Gallieni) - Soirée à l'initiative de la LDH Conflans - Andrésy - Maurecourt : **conférence-débat sur l'état des droits et libertés**

29 avril - Les Mureaux : **Forum Social Local** - Voir article ci-contre.

29 et 30 avril - **Conférence nationale des comités locaux (CNCL)** - IUT - 140 rue de la Nouvelle France - 93100 Montreuil sous Bois

1er mai : **Manifestations unitaires**

4, 5, 6 et 7 mai - **Forum Social Européen    Athènes**

12 mai - Achères, le Pandora : **Débat autour du film " Ils ne mouraient pas tous, mais tous étaient frappés)** - voir article

13 mai : Collectifs du 29 mai - **Assises nationales pour l'Alternative autour de la Charte antilibérale** (disponible sur le site, découpée en thèmes. : <http://www.collectifdu29mai.org/Ecrire-notre-Charte-antilibérale-.html>)

27-28-29 mai : **Anniversaire du 29 mai 2005** - Des initiatives unitaires politico - festives dans les villes, départements et régions - Popularisation de la Charte...

10 juin : **Journée européenne d'action contre la directive Services (Bolkestein bis)** combinée avec la **journée nationale d'action pour les services publics**    l'appel de la Fédération Convergence pour les services publics (suite Guéret) et d'un collectif d'organisations.

Tous les 1ers lundis du mois - 20h30 : réunion du **FSL aux Mureaux**, espace Gérard Philipe : travail sur la charte du FSL et priorités des engagements.

Réunions de CA - 20 h00

17/05/2006, Les Mureaux

20/06/2006, Conflans

Réunions ouvertes du comité local - 20h30

10/05/2006, Les Mureaux - Film : "Attention danger travail", Débat : le revenu d'existence